NICOLA ZOLIN

PLANÈTE • GUATEMALA

Au Guatemala, Sebastian Alonzo, militant écologiste, mort pour l’eau

Par Paloma Dupont de Dinechin (Ixquisis (Guatemala), envoyée spéciale)

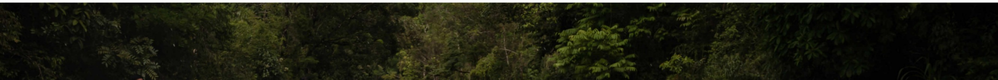
Publié hier à 12h20, mis à jour à 01h46

Lecture 10 min.

Réservé à nos abonnés

ENQUÊTE | **Cet agriculteur a été tué en 2017 au Guatemala pour s’être opposé à l’implantation de deux centrales hydroélectriques qui mettent en péril l’accès à l’eau des paysans locaux. En dépit des menaces, sa communauté poursuit son combat.**

Juana, 8 ans, vient de rentrer de l’école. Alors que la température avoisine les 40 degrés dans la vallée d’Ixquisis, dans le nord du Guatemala, elle prend à peine le temps d’enlever son cartable, et plonge dans le Rio Pojom, tout proche de sa maison. Juan Alonzo, 33 ans, observe sa fille : la rivière dans laquelle elle se rafraîchit est celle pour laquelle son propre père, Sebastian, est mort cinq ans plus tôt. *« Avec mon père, on ne ratait pas une seule manifestation pour défendre nos rivières, nos montagnes. En tant qu’indigènes, c’était un devoir pour nous »*, témoigne Juan, qui retrace le combat de son père, tué dans une manifestation contre l’implantation des deux centrales hydroélectriques dans la vallée, le 17 janvier 2017.



Le Rio Pojom devait être détourné par la société Energia y Renovacion pour implanter sur place des centrales hydroélectriques. Ici à Yulchen Frontera (Guatemala), le 7 mai 2022. NICOLA ZOLIN

Juan Alonzo, chez lui, à Ixquisis (Guatemala), avec deux de ses filles, le 29 avril 2022. Son père, Sebastian Alonzo, a été assassiné à l'âge de 68 ans lors d'une manifestation contre les projets de centrales hydrauliques dans la région. NICOLA ZOLIN

A Yulchen Frontera, l'un des huit villages d'Ixquisis, personne n'a oublié la mort violente de l'agriculteur de 68 ans. Juan et son père étaient engagés pour la protection de leurs ressources naturelles. Cette famille vit de la culture du café et de la cardamome. Juan raconte qu'avec son père, ils partaient avant que le soleil se lève pour défricher leurs champs, pour ne revenir que de longues heures plus tard.

Trois cours d'eau irriguent la vallée : le Rio Negro avec ses eaux sombres, le Rio Pojom apprécié des enfants pour ses eaux calmes, le Rio Yolhuitz, large et puissant. Un potentiel hydrique convoité depuis 2012 par la société Promoción de Desarrollo Hidrico (aujourd'hui Energia y Renovacion), qui souhaite implanter sur place des centrales hydroélectriques. A son arrivée, l'entreprise reçoit un accueil plutôt favorable. Dans cette région privée d'électricité, les habitants, des Indiens des ethnies Chuj et Kanjobal pour l'essentiel, émigrent massivement vers les Etats-Unis.

« Vous allez nous laisser sans rien ? »

Construction d'écoles, centres de santé, infrastructures… la société promet d'améliorer les conditions de vie de la communauté locale. Sebastian, lui, reste méfiant. Lorsque les travaux débutent en 2013, il va à la rencontre des ouvriers qui s'affairent près du Rio Pojom, et leur demande ce qu'ils prévoient de faire. L'un d'entre eux lui révèle qu'ils construisent un tunnel pour dévier la rivière. *« Mais vous allez nous laisser sans rien ? »*, réagit alors Sebastian.

Comme tous les anciens, Sebastian est respecté. Sa voix compte double dans les assemblées communautaires où sont prises les décisions importantes. Quand Juan et son père comprennent que la rivière qui irrigue les terres de Yulchen Frontera est menacée par le projet hydroélectrique de Energia y Renovacion, ils décident de s'y opposer. Leurs cultures sont exigeantes en eau. La vie de leur famille en dépend.

Catalina, une militante du village de Bella Linda (Guatemala), le 28 avril 2022. NICOLA ZOLIN

Les assemblées communautaires se tendent de plus en plus. Avec celle de Sebastian, d'autres voix s'élèvent contre les travaux. Une course contre la montre s'engage contre l'entreprise, qui n'hésite pas à dynamiter une montagne considérée comme sacrée par la population locale. Le tunnel ouvert dans le flanc de la montagne doit permettre de dévier le cours du Rio Pojom afin d'alimenter l'une des centrales hydroélectriques de l'entreprise. Energia y Renovacion prévoit également de dévier quatre autres cours d'eau : Primavera, Varsovia, Palmira et le Rio Negro.

Préserver l'eau

En 2017, 30 % du projet est réalisé. L'eau devient rare, les familles, vivant principalement de l'agriculture, s'en inquiètent. *« Sans eau, c'est terminé pour nous ! Moi, dès 5 heures du matin, j'utilise de l'eau de la rivière pour chauffer le café, puis pour cuisiner, pour boire comme toutes les familles d'ici*, confie Catalina, une paysanne originaire de Bella Linda, un autre village de la vallée, enceinte de son cinquième enfant. *Le meilleur avenir qu'on puisse donner à nos enfants, c'est de préserver l'eau.* » Pour défendre cet accès à l'eau, la famille Alonzo se rend le 17 janvier à la manifestation organisée dans le village d'Ixquisis. *« On était six cents, sept cents, de toutes les municipalités de la région. On était allés près du Rio Negro, qui devait lui aussi être dévié à son tour pour les besoins du projet. C'est à ce moment-là qu'on a entendu des coups de feu »*, raconte Juan.

Les manifestants s'enfuient dans la prairie. Sebastian gît sur le sol, son tee-shirt vert maculé de sang. Il reste là quatre heures durant, sans aide médicale. Quand ses amis reviennent, il est inanimé. *« Mon oncle m'a forcé à fuir et quand on est revenus, mon père était sur le sol, il avait, en plus des blessures par balle* [l'une à l'arrière de sa tête, l'autre au niveau du ventre], *la joue balafrée par une machette »*, raconte Juan. Sebastian Alonzo meurt quelques heures plus tard dans le véhicule qui le transporte à l'hôpital de Santa Cruz Barillas, à trois heures de route du village d'Ixquisis, le plus grand de la vallée du même nom.

Comme dans 95 % des meurtres de

« Mon père est mort parce qu'il a voulu défendre nos droits », répète Juan. Son nom figure sur la liste des 1 733 défenseurs

défenseurs de l'environnement dans le monde, personne n'a été inquiété pour celui de Sebastian Alonzo

de l'environnement tués durant les dix dernières années, selon le dernier rapport de l'ONG Global Witness publié le 29 septembre. L'Amérique latine est le sous-continent le plus touché et les indigènes sont particulièrement visés : ils représentent plus d'un tiers des victimes de toutes les attaques mortelles alors qu'ils ne constituent que 5 % de la population mondiale.

Cristian Otzin, avocat de la famille de Sebastian Alonzo, montre le dossier judiciaire de l'homme assassiné qui vivait à Yulchen Frontera (Guatemala), le 21 avril 2022. NICOLA ZOLIN

CION IXQUISIS 43-73

M. Perez, policier à Ixquisis (Guatemala), le 10 mai 2022. Le poste de police a été créé il y a huit ans, quand l'entreprise de chantiers hydrauliques Energia y Renovacion s'est installée sur le territoire. NICOLA ZOLIN

Pour Cristian Otzin, avocat spécialisé dans la défense des droits indigènes et mandaté par la famille Alonzo pour élucider le meurtre, ce sont des agents de sécurité privée d'Energia y Renovacion qui ont abattu Sebastian Alonzo en 2017. *« C'est l'hypothèse la plus probable »*, affirme-t-il. Cinq ans plus tard, les documents d'enquête sur la mort de l'agriculteur se résument à un laconique *« affaire en cours »*. Comme dans 95 % des meurtres de défenseurs de l'environnement dans le monde, personne n'a été inquiété. Cette impunité explique en grande partie la multiplication des assassinats, a dénoncé en 2021 la rapporteuse spéciale, Mary Lawlor, devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Lire aussi : Au Guatemala, une enquête de police sur le meurtre d'un militant écologiste bâclée

Lucas Jorge, un agriculteur aux allures de cow-boy, rencontré à Nuevo San Mateo, l'un des huit villages d'Ixquisis où il vit avec sa femme et ses six enfants, considéré aujourd'hui comme le chef de la résistance au projet hydroélectrique, était lui aussi enthousiaste à l'arrivée d'Energia y Renovacion : *« Ça faisait sérieux, on voulait l'électricité. J'y ai cru comme tout le monde. »* Lorsqu'en 2013, l'entreprise obtient le financement de BID Invest pour la construction des deux centrales, rien ne lui paraît suspect. Cet organisme privé, filiale de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui dépend en partie de fonds de pays européens (parmi lesquels la France), décide de financer le projet à hauteur de 13 millions d'euros.

Lucas Jorge, à la tête d'une réunion pour la défense des droits de la population de la région d'Ixquisis (Guatemala), le 28 avril 2022. NICOLA ZOLIN

"SAN RAFAEL"
IERIA GOMEZ

Maria Bautista, militante et représentante du mouvement Résistance pacifique, à San Mateo Ixtatan (Guatemala), le 12 mai 2022. NICOLA ZOLIN

Mais en analysant les propositions de l'entreprise après l'une des premières réunions de présentation du projet, Maria Bautista, 39 ans, indigène chuj et bras droit de Lucas, repère des points litigieux. Instruite, elle connaît la loi : elle a fait des études supérieures et maîtrise l'espagnol, ce qui est rare dans cette région.

En effet, selon la législation guatémaltèque, production et distribution d'électricité sont deux activités distinctes. Pour ce qui est de la distribution, l'Institut national d'électrification du Guatemala est la seule entité habilitée à développer le réseau électrique. Energia y Renovacion n'avait donc pas le pouvoir d'offrir des garanties quant à sa distribution au niveau local. *« C'était une stratégie de l'entreprise pour nous tromper, ils ont vu les besoins que nous avons ici et nous ont promis l'électricité pour qu'on soutienne le projet »*, affirme Maria Bautista, sur la terrasse du restaurant qu'elle gère à San Mateo Ixtatan, le centre municipal d'Ixquisis, avec son petit-fils emmailloté, sur son dos.

Appels anonymes quotidiens

Persuadés que les promesses d'électrification ne sont que des chimères, Maria et Lucas en informent la population locale. La résistance prend de l'ampleur, la répression contre des leaders de l'opposition aussi. Au total, entre 2014 et 2022, l'Association interaméricaine de défense environnementale (AIDA) a recensé près de cent attaques : intimidations, animaux domestiques empoisonnés, passages à tabac, tous les coups sont permis. Maria reçoit tous les jours des appels anonymes la menaçant de mort.

La militante voit le village se diviser. À Ixquisis, la rivière Pojom est devenue la ligne de démarcation entre ceux qui acceptent le projet et ceux qui s'y opposent. Sur la rive ouest, les habitations ont des antennes de télévision, des jardins aux pelouses impeccablement tondues. La population est en faveur du projet. De l'autre côté de la rivière, les constructions semblent improvisées, à partir de patchworks de bois, de clous et de tôles ondulées. Les habitants n'attendent rien de la compagnie et veulent son départ. *« Quand Sebastian Alonzo a été tué, c'était de l'intimidation. C'était comme nous dire "ne manifestez plus". Mais au contraire, cela nous a poussés à continuer le combat et à nous organiser davantage »*, soutient Maria Bautista.

Le Rio Pojom (Guatemala), le 28 avril 2022. NICOLA ZOLIN

Un poisson pêché dans le Rio Pojom, le 29 avril 2022. NICOLA ZOLIN

Maria devient l'interlocutrice des communautés auprès des associations de défense de l'environnement. En 2018, ses efforts et ceux de sa communauté, la Résistance pacifique de la microrégion d'Ixquisis, sont récompensés par le prix honorifique Front Line Defenders, en reconnaissance de leur combat important pour leurs droits à la terre et à la justice environnementale. La même année, une plainte est déposée par un collectif d'associations auprès du MICI, le mécanisme indépendant de contrôle et d'investigation de la BID : les projets financés par BID Invest doivent respecter des règles éthiques et environnementales fixées par la banque. Mais le collectif a démontré que le projet d'Energia y Renovacion viole la charte du BID.

Une fête traditionnelle à Ixquisis (Guatemala), le 10 mai 2022. NICOLA ZOLIN

Une cérémonie des indigènes chuj, à Ixtatan (Guatemala), le 13 mai 2022. NICOLA ZOLIN

Dans un document transmis à BID Invest pour justifier de l'intérêt du projet, Energia y Renovacion prétend que *« la majorité des habitants des zones adjacentes au projet sont des citoyens guatémaltèques hispanophones qui ne suivent pas un mode de vie autochtone »*. Or, 86 % de la population d'Ixquisis est indigène. Cette contre-vérité évite à l'entreprise d'organiser une consultation de la population, les communautés indigènes faisant l'objet d'une protection renforcée dans la législation guatémaltèque. Interrogé dans son bureau chic de la Zona Pradera à Ciudad de Guatemala, Juan Alfonso de Leon, directeur des travaux d'Energia y Renovacion depuis six ans, reconnaît aujourd'hui : *« Nous sommes pleinement conscients que la zone est principalement peuplée par des communautés indigènes. »*

Perte de soutiens

Le rapport indique, comme Maria Bautista l'avait noté, que l'électricité irait au réseau central sans passer par le village. *« Nous n'avons jamais promis de donner l'électricité au village, car ce n'est pas permis par la loi, mais de le soutenir dans ses démarches auprès des organismes correspondants »*, justifie le directeur des travaux, avant de nuancer : *« Les mécanismes de communication n'ont pas été suffisamment ouverts ou clairs. »*

ALA
Empres
PDH
hilo
C424BMX

Ixquisis, le 3 mai 2022. Des machines ont été brûlées par des manifestants, en 2017, lors d'une manifestation contre les projets de centrales hydrauliques. NICOLA ZOLIN

Edgar Month, qui a été employé par la société Energia y Renovacion pendant huit ans, déjeune avec sa famille, le 11 mai 2022. NICOLA ZOLIN

Sur place, l'entreprise perd certains soutiens du début. Edgar Month, un métis qui travaillait comme agent de sécurité pour Energia y Renovacion, vient de démissionner avec le sentiment d'avoir été trompé. Recruté il y a huit ans, il explique : *« Ma femme venait de sortir d'un cancer, les traitements étaient onéreux, je voulais que mes enfants puissent étudier aux Etats-Unis, j'ai accepté. Ils me payaient une fortune. »* Il prend conscience, grâce à ses enfants, plus instruits, du danger que constitue le projet pour sa communauté : *« A un moment donné, il m'était devenu impossible d'ignorer les mensonges de l'entreprise et les peurs des personnes vivant autour de moi. »*

Juan Alfonso de Leon persiste à dire que les communautés n'ont pas été dupées. *« Lorsque nous avons déterminé le potentiel hydraulique de la zone, nous avons organisé des rencontres avec les communautés et leurs autorités ancestrales dans le but de le faire connaître. Pour moi, ça a été une réussite. »* Il ajoute : *« Il faut profiter du potentiel hydraulique du pays pour favoriser le développement dans les régions plus pauvres du Guatemala. »*

Les tribus Chuj et Kanjobal, qui vivent dans la région d'Ixquisis et de San Mateo, ont hérité de leurs ancêtres le concept de défense de leurs rivières et de leurs montagnes sacrées. Le 30 avril 2022.
NICOLA ZOLIN

Le dépôt de plainte auprès du MICI ne reste pas lettre morte. En septembre 2021, Lucas et Maria reçoivent un appel de Washington. Le mécanisme de contrôle de la BID donne raison aux communautés opposées aux centrales hydroélectriques. Reconnaissant que le projet ne respecte pas sa propre charte interne, il recommande à la banque d'annuler son soutien. En mars 2022, BID Invest retire son financement. Une décision accueillie sur place comme une victoire historique. *« C'est une opportunité pour que la banque renforce le suivi et la supervision des projets qu'elle soutient afin de prévenir des manquements »*, affirme Liliana Avila, avocate de l'AIDA, partie civile dans la plainte auprès du MICI.

« Que les envahisseurs s'en aillent »

Le projet est paralysé mais la population reste méfiante, Lucas le premier. *« Nous voulons que les envahisseurs s'en aillent une fois pour toutes, pour l'instant, je n'arrive pas à y croire. »* Les opposants craignent que les activités ne reprennent en dépit du retrait de BID Invest. Dans la montagne qui surplombe Ixquisis, une croix formée d'une cinquantaine de bougies est tracée sur le sol, des prières sont chuchotées en langue indigène. Un rituel maya se met en place. *« Nous devons éloigner les maux de notre communauté »*, explique Lucas, considéré comme son chef spirituel. Quelques heures plus tôt, il a reçu des menaces de mort. Il psalmodie pour rendre grâce aux rivières menacées de son territoire menacées et répète inlassablement le nom de Sebastian Alonzo. *« Nous ne gagnerons cette lutte que si nous laissons la foi l'emporter sur les peurs. »*

Un panneau brisé indique « Bienvenue à Energia y Renovacion », à Ixquisis (Guatemala), le 11 mai 2022. NICOLA ZOLIN

TANQUE DE AIREACION
TANQUE DE AIREACION
1
2

Un ouvrier de maintenance de Energia y Renovacion, au siège de l'entreprise, le 11 mai 2022. NICOLA ZOLIN

Malgré la perte de son plus grand financeur, Juan Alfonso de Leon demeure confiant : *« Le projet a une viabilité technique et sociale, il devrait se poursuivre. »* Energia y Renovacion a porté plainte contre l'Etat guatémaltèque, lui reprochant de ne pas finaliser un projet qui a pourtant obtenu tous les agréments requis. Considérant que ses garanties en tant qu'investisseur ont été violées, l'entreprise enregistrée au Panama invoque aussi le traité de libre-échange du Panama auprès du Centre international de règlement des différends relatifs à l'investissement. Le 5 septembre, le réclamant devait déposer un mémoire sur le fond. Mais Energia y Renovacion reste discrète et a fait savoir, par son service de communication, qu'elle ne souhaite pas *« donner* [son] *opinion sur une procédure en cours »*.

Dans la vallée d'Ixquisis, des barbelés entourent le complexe hydroélectrique, la police est toujours là. Le personnel d'Energia y Renovacion est resté sur place, en dépit de l'arrêt des travaux. Juan Alonzo se rend tous les jours sur la tombe de son père avec ses quatre enfants : *« Je suis orphelin, personne ne me rendra mon père. Personne ne doit mourir pour l'eau. »*

Ce reportage, soutenu par le Journalism Fund, a été réalisé dans le cadre d'une enquête en trois volets, sur trois défenseurs de l'eau assassinés en Amérique latine.

Paloma Dupont de Dinechin
Ixquisis (Guatemala), envoyée spéciale

Contribuer